

Vu les délibérations de l'Exécutif du 24 avril 1989,

Arrête :

**Article unique.** Le décret du 2 décembre 1988 portant création du Conseil supérieur du Tourisme entre en vigueur le 24 avril 1989.

Bruxelles, le 24 avril 1989.

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation,  
du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

—  
VERTALING

—  
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 1488

**24 APRIL 1989. — Besluit van de Executieve  
tot vaststelling van de datum van de inwerkingtreding van het decreet van 2 december 1988  
tot oprichting van de « Conseil supérieur du Tourisme » (Hoge Raad voor Toerisme)**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 2 december 1988 tot oprichting van de « Conseil supérieur du Tourisme » (Hoge Raad voor Toerisme) inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het besluit van de Executieve van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 31 maart 1988 en 25 november 1988;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op artikel 3, lid 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 24 april 1988 genomen beslissing,

Besluit :

**Enig artikel.** Het decreet van 2 december 1988 tot oprichting van de « Conseil supérieur du Tourisme » (Hoge Raad voor Toerisme) treedt in werking op 24 april 1989.

Brussel, 24 april 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme  
en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

—  
MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 89 — 1489

**12 JUILLET 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale  
fixant la répartition des compétences  
entre les Ministres de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale**

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 107<sup>quater</sup> de la Constitution;

Vu l'article 108<sup>ter</sup>, § 2 de la Constitution;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes, modifiée par la loi du 21 août 1987;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « la loi spéciale », la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

**Art. 2.** M. Charles Picqué, Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'aménagement du territoire, des pouvoirs locaux et de l'emploi est compétent pour :

— la coordination de la politique de l'Exécutif;

— la saisine du Comité de concertation Gouvernement-Exécutifs prévu par l'article 31, § 1<sup>er</sup>, 5) de la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles et la représentation de l'Exécutif en son sein ainsi que les relations intra-belges;

— l'aménagement du territoire prévu à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, I, de la loi spéciale à l'exception des 5<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>;

— les pouvoirs subordonnés, le Fonds des Communes et les travaux subsidiés prévus à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, de la loi spéciale ainsi que la tutelle tels que définis à l'article 7 de la même loi;

- la politique de l'emploi telle que définie à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX de la loi spéciale;
- l'information communale;
- l'enlèvement et le traitement des immondices tel que défini à l'article 4, § 2, 1<sup>o</sup> de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes, modifiée par la loi du 21 août 1987.

**Art. 3.** M. Jos Chabert, Ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des finances, du budget, de la fonction publique et des relations extérieures est compétent pour :

- la saisine du Comité de concertation Gouvernement-Exécutifs prévu par l'article 31, § 1<sup>er</sup>, 5) de la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles et la représentation de l'Exécutif en son sein;
- les finances, le budget, la fonction publique et les relations extérieures tels que définis à l'article 37, § 1<sup>er</sup>, V, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises;
- l'informatique régionale;
- les finances, le budget, la fonction publique relatif à l'ensemble des matières d'agglomérations visées à l'article 53 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises;
- la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente telles que définies à l'article 4, § 2, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes modifiée par la loi du 21 août 1987.

**Art. 4.** M. Georges Désir, Ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du logement, de l'environnement, de la conservation de la nature et de la politique de l'eau est compétent pour :

- le logement tel défini à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IV de la loi spéciale;
- l'environnement tel que défini à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II de la loi spéciale;
- la rénovation rurale et la conservation de la nature telles que définies à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, de la loi spéciale;
- la politique de l'eau telle que définie à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, V de la loi spéciale;
- les monuments et les sites tels que définis à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, I, 7<sup>o</sup> de la loi spéciale;
- le transport rémunéré des personnes tel que défini à l'article 4, § 2, 2<sup>o</sup> de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes modifiée par la loi du 21 août 1987, ainsi que la coordination des activités communales.

**Art. 5.** M. Rufin Grijp, Ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'économie est compétent pour :

- l'économie telle que définie à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI de la loi spéciale;
- la recherche scientifique fondamentale et appliquée telle que prévue à l'article 6*bis* de la loi spéciale dans les limites correspondant aux compétences prévues à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI de la même loi;
- l'énergie telle que définie à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VII de la loi spéciale.

**Art. 6.** M. Jean-Louis Thys, Ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des travaux publics, des communications et de la rénovation des sites d'activités économiques désaffectés est compétent pour :

- les travaux publics et le transport tels que définis à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, X de la loi spéciale;
- la rénovation des sites d'activités économiques désaffectés telle que définies à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, I, 5<sup>o</sup>, de la loi spéciale.

**Art. 7. § 1.** M. Charles Picqué et M. Jos Chabert sont conjointement compétents pour la statistique régionale.

§ 2. M. Charles Picqué et M. Rufin Grijp sont conjointement compétents pour la recherche scientifique à l'exclusion de la recherche scientifique prévue à l'article 5 du présent arrêté.

§ 3. M. Jos Chabert et M. Jean-Louis Thys sont conjointement compétents pour la gestion des bâtiments réservés à l'administration.

**Art. 8.** En vertu des dispositions prévues à l'article 41, § 2 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloise, chaque Ministre fixe les compétences du Secrétaire d'Etat régional qui lui est adjoint.

**Art. 9.** L'arrêté royal du 7 février 1989 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région de Bruxelles-Capitale est abrogé.

**Art. 10.** Le présent arrêté règle les matières visées à l'article 107*quater* et à l'article 108*ter*, § 2, de la Constitution.

**Art. 11.** Le présent arrêté produit ses effets le 12 juillet 1989.

**Art. 12.** Les Ministres de l'Exécutif sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juillet 1989.

Le Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,  
Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,  
de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,  
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

G. DESIR

Le Ministre de l'Economie,

R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics,  
des Communications et de la Rénovation des Sites d'activités économiques désaffectés,

J.-L. THYS

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 89 — 1489

**12 JULI 1989. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot vaststelling van de bevoegdheden van de Ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve**

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op artikel 107<sup>quater</sup> van de Grondwet;Gelet op artikel 108<sup>ter</sup>, § 2, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten, gewijzigd bij de wet van 21 augustus 1987;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit moet onder « bijzondere wet » worden verstaan de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

**Art. 2.** De heer Charles Picqué, Minister en Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, belast met ruimtelijke ordening, de ondergeschikte besturen en tewerskstelling, is bevoegd voor :

- de coördinatie van het beleid van de Executieve;
- het aanhangig maken bij het Overlegcomité Regering-Executieven, comité dat voorzien is bij artikel 31, § 1, 5) van de wet van 9 augustus 1980 betreffende de hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen en voor de vertegenwoordiging van de Executieve in de schoot ervan, alsmede voor de intra-Belgische betrekkingen;
- de ruimtelijke ordening, voorzien in artikel 6, § 1, I, van de bijzondere wet met uitzondering van 5<sup>o</sup> en 7<sup>o</sup>;
- de ondergeschikte besturen, het Gemeentefonds en de gesubsidieerde werken voorzien in artikel 6, § 1, VIII van de bijzondere wet alsmede voor het toezicht zoals bepaald in artikel 7 van dezelfde wet;
- het tewerkstellingsbeleid zoals bepaald in artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet;
- de gemeentelijke informatica;
- het ophalen en de behandeling van afvalstoffen zoals bepaald in artikel 4, § 2, 1<sup>o</sup> van de wet van 26 juli 1971 betreffende de organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten, gewijzigd bij de wet van 21 augustus 1987.

**Art. 3.** De heer Jos Chabert, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, belast met financiën, begroting, openbaar ambt en externe betrekkingen, is bevoegd voor :

- het aanhangig maken bij het Overlegcomité Regering-Executieven, comité dat voorzien is bij artikel 31, § 1, 5) van de wet van 9 augustus 1980 betreffende de hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen en de vertegenwoordiging van de Executieve in de schoot ervan;
- de financiën, begroting, openbaar ambt en externe betrekkingen zoals bepaald in artikel 37, § 1, V, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;
- de gewestelijke informatica;
- de financiën, begroting en openbaar ambt met betrekking tot het geheel der agglomeratiebevoegdheden bedoeld bij artikel 153 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;
- de brandbestrijding en de dringende medische hulp zoals bepaald in artikel 4, § 2, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup> van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten, gewijzigd bij de wet van 21 augustus 1987.

**Art. 4.** De heer Georges Désir, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, belast met huisvesting, leefmilieu, natuurbehoud, en waterbeleid, is bevoegd voor :

- de huisvesting zoals bepaald in artikel 6, § 1, IV van de bijzondere wet;
- het leefmilieu zoals bepaald in artikel 6, § 1, II van de bijzondere wet;
- de landinrichting en het natuurbehoud zoals bepaald in artikel 6, § 1, III van de bijzondere wet;
- het waterbeleid zoals bepaald in artikel 6, § 1, V van de bijzondere wet;
- de monumenten en landschappen zoals bepaald in artikel 6, § 1, I, 7<sup>o</sup> van de bijzondere wet;
- het bezoldigd vervoer van personen zoals bepaald in artikel 4, § 2, 2<sup>o</sup> van de wet van 26 juli 1971 betreffende de organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten, gewijzigd bij de wet van 21 augustus 1987, alsmede voor de coördinatie van de gemeentelijke activiteiten.

**Art. 5.** De heer Rufin Grijp, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, belast met economie, is bevoegd voor :

- de economie zoals bepaald in artikel 6, § 1, VI, van de bijzondere wet;
- het fundamenteel en toegepast wetenschappelijk onderzoek zoals voorzien in artikel 6<sup>bis</sup> van de bijzondere wet binnen de perken overeenstemmend met de bevoegdheden voorzien in artikel 6, § 1, VI, van de bijzondere wet;
- de energie zoals bepaald in artikel 6, § 1, VII, van de bijzondere wet.

**Art. 6.** De heer Jean-Louis Thys, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, belast met openbare werken, verkeer en de vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten, is bevoegd voor :

- de openbare werken en het vervoer zoals bepaald in artikel 6, § 1, X, van de bijzondere wet;
- de vernieuwing van de afgedankte bedrijfsruimten zoals bepaald in artikel 6, § 1, I, 5<sup>o</sup>, van de bijzondere wet.

**Art. 7, § 1.** De heer Charles Picqué en de heer Jos Chabert zijn samen bevoegd voor de gewestelijke statistiek.

§ 2. De heer Charles Picqué en de heer Rufin Grijp zijn samen bevoegd voor het wetenschappelijk onderzoek met uitsluiting van het wetenschappelijk onderzoek voorzien in artikel 5 van dit besluit.

§ 3. De heer Jos Chabert en de heer Jean-Louis Thys zijn samen bevoegd voor het beheer der gebouwen voorbehouden aan de administratie.

**Art. 8.** In toepassing van de bepalingen voorzien in artikel 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen bepaalt iedere Minister de bevoegdheden van de gewestelijke Staatssecretaris die aan hem is toegevoegd.

**Art. 9.** Het koninklijk besluit van 7 februari 1989 betreffende de vaststelling van de ministeriële bevoegdheden voor de aangelegenheden van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt afgeschaft.

**Art. 10.** Dit besluit regelt aangelegenheden bedoeld in artikel 107<sup>quater</sup>, 108<sup>ter</sup>, § 2, van de Grondwet.

**Art. 11.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 12 juli 1989.

**Art. 12.** De Ministers van De Executieve zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 12 juli 1989.

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,  
Minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Teverkstelling,  
Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,  
J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid,  
G. DESIR

Minister van Economie  
R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken, Verkeer en Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten,  
J.-L. THYS

## AUTRES ARRÊTÉS

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#### Ordres nationaux

Par arrêté royal du 9 août 1989, M. Durant, Jozef, président de la cour militaire, est promu Grand Officier de l'Ordre de la Couronne.

#### Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 9 août 1989 :

- sont nommés conseiller à la cour d'appel :

d'Anvers :

M. Renaers, P., juge au tribunal de commerce de Hasselt;

de Bruxelles :

Mme Van Cauwelaert, M., juge des saisies au tribunal de première instance de Bruxelles;

Mme Nichels, N., juge au tribunal de commerce de Bruxelles;

de Gand :

Mme Brugmans, G., juge au tribunal de première instance de Bruges;

- sont nommés conseiller à la cour du travail :

de Bruxelles :

Mme Rousselle, M., juge au tribunal du travail de Charleroi;

de Liège :

M. Margraff, Ch., juge aux tribunaux du travail de Verviers et d'Eupen;

## ANDERE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 9 augustus 1989 is de heer Durant, Jozef, voorzitter van het militair gerechtshof, bevorderd tot Groot-officier in de Kroonorde.

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 9 augustus 1989 :

- zijn benoemd tot raadsheer in het hof van beroep :

te Antwerpen :

de heer Renaers, P., rechter in de rechtbank van koophandel te Hasselt;

te Brussel :

Mevr. Van Cauwelaert, M., beslagrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel;

Mevr. Nichels, N., rechter in de rechtbank van koophandel te Brussel;

te Gent :

Mevr. Brugmans, G., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brugge;

- zijn benoemd tot raadsheer in het arbeidshof :

te Brussel :

Mevr. Rousselle, M., rechter in de arbeidsrechtbank te Charleroi;

te Luik :

de heer Margraff, Ch., rechter in de arbeidsrechtbanken te Verviers en te Eupen;